

Compte rendu rapide des débats sur les rapports

Session de la Commission des comptes de l'agriculture de la Nation du 14 décembre 2009

Le président, M. Chéreau, excuse M. Boulet (CNCER). Il ouvre ensuite la séance.

Avant la présentation des comptes, un exposé sur la conjoncture économique générale est fait par Mme Duchêne (INSEE). Les rapports sur les résultats prévisionnels pour 2009 pour le compte national, les comptes par catégorie d'exploitations et par région, les concours publics et le compte social sont présentés respectivement par Mme Blonde (Insee), M. Desriers (MAP, SSP), Mme Rignols (MAP, SASFL, BECPA) et Mme Vignaud (MAP, SASFL, BFPESA).

En réaction à la présentation des comptes, M. Boisgontier (Confédération paysanne) déclare que les chiffres révèlent une situation dramatique pour l'agriculture qui est sans précédent, notamment dans le secteur du lait et des fruits et légumes. La baisse de revenu n'est pas liée aux coûts mais aux prix des produits. Il fait donc la liaison avec les prix alimentaires qui ne baissent pas. La baisse des prix agricoles ne profite donc pas au consommateur.

M. Lucas (Coordination Rurale) constate également que ces résultats sont inédits et que cette situation était prévisible dès le mois de juin. Il rappelle que de son point de vue, les prix devraient assurer le revenu et que dans un contexte où les subventions représentent plus de 100 % du revenu, la réduction prévue dans le cadre du bilan de santé de la PAC va être un élément négatif.

M. Pinta (FNSEA) constate le niveau extrêmement bas du revenu et rappelle qu'il avait déjà fait part de ses craintes en juillet. En productions végétales, on a des revenus négatifs malgré des rendements satisfaisants. La baisse des achats d'engrais est préoccupante pour l'avenir. De même, il s'inquiète de l'augmentation des taxes obligatoires prévue pour 2010, notamment avec la taxe carbone, ainsi que de la réduction des aides dans le cadre du bilan de santé de la PAC. Pour lui, les mesures de soutien annoncées ne règlent pas le problème des agriculteurs déjà en difficulté en 2009. Il fait par ailleurs le lien avec la conjoncture dans l'agro-alimentaire en rappelant que les performances dans ce secteur ne pourront être confortées qu'avec une agriculture forte.

M. Vasseur (APCA) constate que malgré la disparition de deux agriculteurs sur trois depuis 30 ans, on n'a pu assurer seulement qu'un maintien du

revenu moyen. Celui-ci est désormais voisin de 15 000 euros quelles que soient les orientations, mais il existe de très grandes disparités individuelles. En viticulture, il signale un effondrement des exportations, notamment vers le Royaume-Uni. Il rappelle les révisions des chiffres pour 2008 dans ce secteur et incite à la prudence pour l'interprétation. Pour lui, les raisons de fond de la baisse des revenus sont liées à la baisse de la consommation et des exportations ainsi qu'à la disparition des outils de régulation. Il faut donc recréer rapidement de tels outils.

M. Clavé (Crédit Agricole SA) signale qu'il faut prendre en compte dans l'analyse un effet parité du dollar par rapport à l'euro qui a pesé sur les prix des produits agricoles. Il est inquiet pour les investissements des années à venir à la suite de ces résultats, la chute étant d'autant plus dure qu'on a eu une parenthèse positive de deux ans. Pour lui, l'agriculture est malgré tout dans une situation financière globalement saine par rapport à d'autres secteurs.

M Aurand (Secrétaire Général du MAAP) partage le constat que l'année 2009 est très difficile, notamment en raison de la baisse de la consommation et des exportations. Il signale que dans les autres pays, aux États-Unis et en Europe, les baisses de revenu sont du même ordre de grandeur, à l'exception du Royaume-Uni en raison de la dévaluation de la livre. La France n'est donc pas isolée dans ses difficultés. La situation justifie pleinement le plan de soutien de grande ampleur qui a été mis en œuvre et qui vise à réduire les charges des agriculteurs.

M. Lucas rappelle que l'Union européenne est à la fois le premier exportateur et le premier importateur de produits agricoles dans le monde. Pour lui, il est nécessaire de rendre positive la balance.

M. Bousard pense que la situation était prévisible. Mais il pense aussi que la baisse des prix est temporaire et qu'ils vont remonter puis redescendre après. Nous sommes désormais dans des cycles de baisse et de hausse de la production et des prix. Mais cette situation ne profite à personne et il faut recréer au niveau mondial une situation permettant plus de stabilité.

Le Président Chéreau confirme que dans l'analyse il ne faut pas oublier les effets de la parité dollar-euro

qui a très fortement fluctué ces dernières années. Pour lui, il est indispensable de rechercher de la stabilité, notamment dans le cadre de l'OMC.

M. PELC (MSA) signale qu'il serait souhaitable de tenir compte de la CSG dans l'analyse du déficit des comptes sociaux et que l'examen de la seule part des cotisations sociales *stricto sensu* est trop réducteur. M. Jameau (MAAP) répond que cette situation pourra effectivement être réexaminée.

Le Président Chéreau remercie les intervenants. En introduisant la présentation des résultats du RICA 2008 par M. Chantry (SSP), il signale que M. Chantry (SSP) va faire cette présentation pour la dernière fois en raison de son départ en retraite. Le Président le remercie au nom de la commission.

M. Clavé souligne l'intérêt de cette présentation. Il suggère qu'elle soit complétée par des indications sur la concentration de l'endettement des exploitations. Il faut également faire la part dans les investissements entre ceux qui sont liés à la modernisation et ceux qui relèvent des mises aux normes.

M. Pinta fait remarquer que les chiffres sont avant déduction des cotisations sociales des exploitants. Or, les bons revenus des années récentes vont entraîner une hausse de ces cotisations. Il craint par ailleurs des retards d'investissements dans certains secteurs en raison des mauvais résultats de 2009.

M. Butault (INRA) considère que l'augmentation des disparités individuelles constatées dans le RICA est due aux fluctuations de prix et au fait que les prix de ventes des produits peuvent être très différents d'une exploitation à l'autre. L'accroissement des

disparités serait donc un effet pervers des fluctuations des prix.

M. Lucas voit dans le resserrement des écarts entre moyennes et la hausse des disparités internes aux diverses spécialisations le résultat des comportements des producteurs qui investissent par rapport à ceux qui stagnent.

Le Président Chéreau clôt la discussion et passe la parole à Mme Rouquette pour la présentation des thèmes d'étude possibles pour la prochaine réunion de juin 2010.

Mme Rouquette (SSP) présente les thèmes envisagés, à savoir :

- une analyse des évolutions des structures des exploitations sur longue période
- une évaluation du PDRN 2000-2006
- une analyse portant sur la compétitivité de l'agriculture française
- une étude portant sur la prospective énergie et agriculture, à la suite d'un travail en cours au SSP

Après discussions, le thème choisi est celui de la compétitivité. Le président Chéreau rappelle que ce thème peut être abordé sous de nombreux angles différents. Il demande donc au SSP et à l'Insee de faire assez rapidement des propositions précises sur le cadre et le contenu d'une telle présentation.

Le Président Chéreau clôt la séance à 17 heures.

La prochaine réunion de la CCAN aura lieu le mercredi 30 juin 2010 après-midi à Bercy.